



doc.VEILLE

Bulletin webographique

Juillet/Aout, 2010



Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.

Global Peace Index 2010

Institute for Economics & Peace

Etats-Unis : IEP, 2010 – 63 p.

Source : IEP,

<http://www.visionofhumanity.org/info-center/media-pack/2010-global-peace-index/>

Tags : Société | Paix | GPI | Maroc

L'Institute for Economics & Peace (IEP) a publié son rapport 2010 dans lequel il a présenté son nouveau classement annuel des pays selon l'Indice mondial de la paix (Global Peace Index). Cet indice classe 149 États indépendants sur la base de 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs, couvrant, entre autres, les dépenses militaires, les relations avec les pays voisins, en passant par les niveaux de violence criminelle.

Selon ce rapport, la paix dans le monde est soumise à d'importantes pressions du fait de l'intensification des conflits et de l'instabilité économique amorcée en 2008. C'est ce dont témoignent la nette augmentation des homicides, la multiplication des manifestations violentes et l'accroissement du sentiment d'insécurité.

La hausse des actes de violence constatée partout dans le monde génère un coût estimé à 7.000 milliards de dollars annuellement selon l'« Institute for Economics & Peace ».

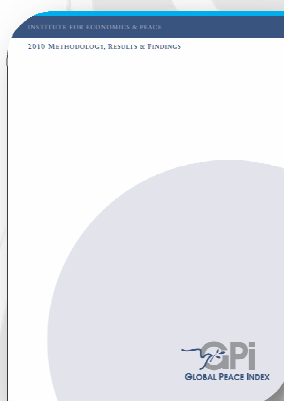
En effet, le rapport souligne que l'amélioration de la paix peut dynamiser l'économie mondiale et libérer les richesses nécessaires au remboursement des dettes, au financement de la croissance économique et à la création d'un environnement durable. A titre d'illustration, la diminution de 25 % de la violence mondiale pourrait générer un gain

estimé à 18.000 milliards de dollars chaque année.

En tête du classement, la Nouvelle-Zélande est l'un des 3 seuls pays, parmi les 10 premiers, à améliorer son degré de pacifisme selon le GPI 2010. L'Islande arrive en deuxième place alors qu'elle occupait le 4^{ème} rang mondial l'année dernière. En revanche, l'Irak, la Somalie et l'Afghanistan sont les pays qui présentent les degrés de pacifisme les plus faibles, pour la deuxième année consécutive. La Syrie, la Géorgie, les Philippines, la Russie et Chypre enregistrent les plus fortes détériorations en termes de classement mondial au titre de l'année 2010.

D'un point de vue régional, l'Europe de l'Ouest reste la région la plus pacifique du monde. La majorité de ses pays, dont les cinq scandinaves, sont classés dans les 20 premiers du monde. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord enregistrent une évolution notable en raison d'une plus grande stabilité politique, une baisse des dépenses militaires. Le Maroc occupe la 8^{ème} place de la région MENA et se hisse à la 58^{ème} place au niveau mondial.

Inversement, les pays de l'Asie du Sud et de l'Amérique latine enregistrent les plus fortes baisses du degré de pacifisme, à cause notamment de la multiplication des conflits internes, les violations régulières des droits de l'Homme et la hausse de la criminalité.



Lieux pauvres, populations prospères : Comment le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord peuvent surmonter les disparités spatiales

Banque Mondiale

Washington : Banque Mondiale, 2010 - 40 p.

Source : Banque Mondiale,

<http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/FRENCH/Resources/OverviewFRprintersversion.pdf>

Tags : Société | Economie | MENA | Disparités

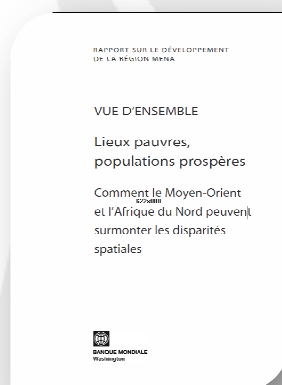
Selon le présent rapport, les disparités urbaines/rurales et interprovinciales dans la région MENA présentent les mêmes caractéristiques que dans les autres régions du monde en développement. Les pouvoirs publics de la région MENA peuvent atténuer les disparités spatiales grâce à la mise en œuvre de politiques adéquates. Celles-ci seraient axées sur un cadre permettant d'inclure les zones périphériques dans le processus de développement. Pour ce faire, chaque situation locale devrait faire l'objet d'une analyse approfondie afin de mettre en place des politiques adaptées aux caractéristiques régionales.

La première recommandation consiste à inscrire tout choix de politique publique en faveur du développement du capital humain en vue de garantir aux populations des conditions d'accès équitables aux services publics. Ceci est

d'autant plus important dans la mesure où les politiques économiques et fiscales dans la région MENA, héritées de l'époque coloniale, avaient marginalisé plusieurs espaces périphériques. Le défi consiste à rectifier les désavantages historiques des populations situées dans ces espaces.

La seconde recommandation consiste à renforcer l'interconnexion des espaces économiquement défavorisés avec les régions riches, notamment, en développant des secteurs particuliers tels que les transports ainsi que les technologies de l'information et de la communication.

Le rapport souligne que les gouvernements peuvent favoriser le développement dans les espaces au potentiel inexploité, à travers le renforcement de la gouvernance locale.



Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2010

Organisation Internationale du Travail

Genève : OIT, 2010 - 87p.

Source : OIT,
<http://www.oit.org/>

Tags : Société | Emploi | Jeunes | Tendances mondiales

Selon le rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relatif à l'emploi des jeunes, la crise économique mondiale a entraîné une hausse alarmante du chômage des jeunes dans le monde accentuant ainsi le risque d'une « génération perdue ».

En effet, le taux de chômage des populations âgées entre 14-25 ans a augmenté de plus de 7 % et le nombre des jeunes au chômage a atteint près de trois fois le niveau moyen observé chez les adultes de 25 ans et plus. Le taux de chômage moyen s'élève à 21 %.

Le manque d'expérience et l'échec scolaire fragilisent davantage cette catégorie de la population face aux aléas de l'activité économique. Par ailleurs, ce rapport souligne que nombre d'entre eux qui ont du travail sont surqualifiés pour le poste qu'ils occupent.

Quant aux conséquences de cette accentuation du chômage chez les jeunes, l'OIT met l'accent sur le risque de développement d'un sentiment de découragement et de précarité qui peut aboutir à des comportements antisociaux comme la délinquance juvénile. En outre, face à cette situation, beaucoup de jeunes ne voient plus l'intérêt de poursuivre leurs études ou leurs formations.

En conclusion, le rapport met en avant le dilemme budgétaire auquel les différents pays sont confrontés. En effet, ces derniers sont contraints de réduire leurs déficits budgétaires, ce qui en l'absence de ressources alternatives, affecte les marges de manœuvre de l'Etat pour mener des politiques publiques susceptibles d'améliorer la situation socio-économique des jeunes (mise en place de programmes de formation et d'éducation, développement du capital humain...).



Energy Technology Perspectives 2010 : Scenarios & Strategies to 2050

Agence Internationale de l'Énergie

Paris : AIE, 2010 – 650 p.

Source : AIE,

<http://www.iea.org/techno/etp/index.asp>

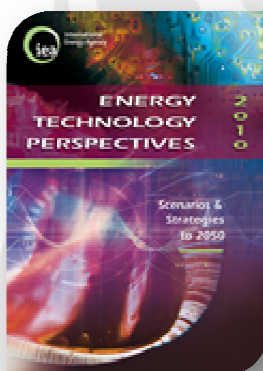
Tags : Énergie | Perspectives | Scénario | BlueMap

D'après le rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), l'objectif de réduire de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici à 2050, défini par le GIEC, semble difficile à atteindre. Le rapport met en avant le rôle que peuvent avoir les technologies énergétiques à faible teneur en carbone dans la réduction considérable des émissions de CO₂. Le rapport analyse également les voies qui conduisent à la réalisation des objectifs des politiques énergétiques au moindre coût, et propose des mesures pour surmonter les obstacles d'ordre technique et politique.

L'Agence Internationale de l'Énergie évalue les énergies et technologies possibles pour l'avenir dans la production d'électricité et les principaux secteurs d'utilisation finale comme l'industrie, le bâtiment et les transports. L'AIE a élaboré la BlueMap, une feuille de route énergétique préconisant des orientations stratégiques telles que le recours à la technologie CSC (captage et stockage géologique du CO₂), qui permettrait de capter 9,4 Gt de CO₂ d'ici à 2050, et contribuerait ainsi à réduire de 19% ces émissions. Cette technologie suppose l'implantation d'une centaine de sites à grande échelle avant 2020. La BlueMap mise sur les énergies renouvelables qui devraient

représenter 48% de la production d'électricité en 2050. Le nucléaire représenterait 24% et les centrales équipées de CSC 17%.

Le rapport comporte un focus sur les pays européens membres de l'OCDE, les États-Unis, la Chine et l'Inde, qui, ensemble, représentent aujourd'hui environ 56 % de la demande mondiale d'énergie primaire. Selon la BlueMap, les États-Unis doivent ainsi réduire leurs émissions de 81%, l'Europe de l'OCDE de 74%, la Chine de 30%, alors que celles de l'Inde devraient croître de 10%.



Les menaces grandissantes relatives à la sécurité énergétique et au changement climatique, particulièrement dans les pays en développement, représentent les principaux défis auxquels seront confrontés les décideurs du monde de l'énergie. Le rapport décrit ainsi les mutations technologiques nécessaires pour atteindre un avenir énergétique durable. Plusieurs éléments

pourront favoriser ces mutations, notamment la mobilisation des sources de financement, le changement des comportements, la diffusion des technologies entre les économies développées et émergentes, et une réflexion sur l'impact des principales technologies énergétiques sur l'environnement.

••••• ECONOMIE •••••

L'Étude 2010 de la situation économique et sociale : de nouveaux outils pour le développement

Department of Economic and Social Affairs, United Nations

New York: United Nations, 2010 - 36 p.

Source : ONU,

http://www.un.org/esa/policy/wess/wess2010files/overview_fr.pdf

Tags : Economie | Société | Développement

Cette étude examine les différents défis du développement et met en relief les dysfonctionnements liés aux mécanismes de gouvernance économique mondiale. Elle identifie de nouvelles initiatives pour accompagner le développement économique et propose à la communauté internationale les dispositifs susceptibles de rendre la mondialisation plus équilibrée et durable.

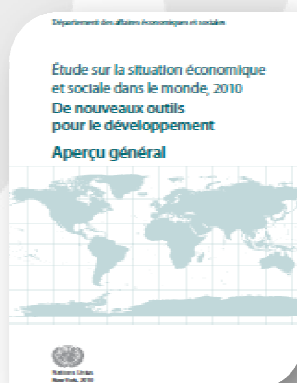
En effet, l'étude a souligné que l'actuelle crise économique a révélé la faiblesse de la régulation des marchés financiers et la capacité limitée des instances responsables de la conduite des politiques économiques dans les différents pays. Pour cela, l'étude recommande de revoir le mode de fonctionnement de ces instances pour qu'elles soient aptes à gérer toute éventuelle crise systémique à l'avenir.

L'étude a mis l'accent sur le fait que la crise mondiale est venue s'ajouter à plusieurs autres crises

telles que la crise énergétique et climatique, l'instabilité et la montée des cours mondiaux des produits alimentaires.

Il convient de noter que la mise en place d'un environnement économique stable est une condition préalable essentielle au progrès humain. Cependant, plusieurs facteurs entravent les stratégies de développement telles que les mutations démographiques, notamment, le vieillissement de la population des pays développés.

En définitive, l'étude estime que la crise mondiale a été l'occasion de revoir le système de gouvernance mondiale et plus particulièrement la réforme de l'aide au développement et la régulation des flux de capitaux à l'échelle internationale. La mise en œuvre de ces réformes devrait être confiée à une agence internationale dédiée exclusivement à ces questions.



••••• ECONOMIE •••••

Rapport 2010 sur les progrès en Afrique : Valoriser les ressources de l'Afrique pour le bénéfice des Africains

Africa Progress Panel

Genève: Africa Progress Panel, 2010 - 18 p.

Source : Africa Progress Panel,
<http://www.africaprogresspanel.org>

Tags : [Economie](#) | [Progrès](#) | [Gouvernance](#) | [OMD](#) | [Changement climatique](#) | [Afrique](#)

Le présent rapport dresse un bilan des progrès accomplis en Afrique, au cours des cinq dernières années, sur les plans de la gouvernance, du financement et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le rapport attire également l'attention des dirigeants africains sur les obstacles et opportunités, liés au développement du continent en général.

Le rapport met en exergue l'importance de la gouvernance et de la volonté politique pour réaliser un progrès économique et social permettant d'améliorer le bien être collectif des africains. Dans cette perspective, l'avenir de l'Afrique dépendra de la dynamique de la coopération Sud-Sud pour accroître le commerce et l'investissement et progresser sur la voie du développement humain. Cet avenir demeurera tributaire

aussi de la capacité des pays africains à gérer les problèmes liés au changement climatique et à asseoir leurs politiques publiques sur le concept de durabilité.

D'autres conditions méritent d'être réunies pour favoriser un progrès durable et équilibré en Afrique. Il s'agit, d'abord, de la nécessité de plaider en faveur d'un environnement international qui soit propice au développement du continent africain. Ensuite, la résorption de la fracture numérique et technologique. Enfin, il est question de renforcer le rôle de la femme africaine comme acteur clé dans le processus de développement économique, politique et social.

Au total, le rapport souligne que l'accélération de la croissance économique du continent africain est une condition nécessaire en vue de réduire les inégalités sociales.



Rapport sur le commerce mondial 2010 : le commerce des ressources naturelles

Organisation Mondiale du Commerce

Genève : OMC, 2010 – 252 p.

Source : OMC,

http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/anrep_f/world_trade_report10_f.pdf

Tags : | Commerce | Ressources naturelles

Dans son rapport annuel qui traite du commerce des ressources naturelles, telles que les forêts, les ressources halieutiques et énergétiques, l'OMC révèle que les échanges relatifs à ces ressources ont été multipliés par 6 entre 1998 et 2008, pour s'établir à 3.700 milliards de dollars, soit près de 24% du commerce mondial de biens.

Ces ressources naturelles ont d'ailleurs des spécificités qui influent sur leurs modes d'échanges, en l'occurrence leur caractère tarissable, leur répartition géographique inégale, la dépendance de certaines économies à leur égard et la forte volatilité de leurs prix.

Outre ces particularités, de nouvelles considérations caractérisent aujourd'hui le commerce des ressources naturelles, notamment, l'émergence d'externalités environnementales et l'importance de l'usage des technologies pour assurer la durabilité des ressources naturelles.



Le rapport a identifié plusieurs domaines susceptibles de renforcer la durabilité des ressources naturelles. Il souligne que le cadre juridique de l'OMC relatif aux ressources naturelles, offre des réponses adaptées aux problèmes entravant la bonne gestion de ce secteur notamment la réglementation des exportations, le traitement des subventions et les règles commerciales applicables aux producteurs, aux consommateurs et à la protection de l'environnement.

En définitive, le rapport incite les pays riches en ressources naturelles à multiplier leurs efforts afin de dynamiser le commerce de ces ressources. Ce sont eux qui limitent souvent leurs exportations par différents moyens, comme les taxes et les restrictions quantitatives à l'exportation. En revanche, les pays pauvres en ressources appliquent des droits de douanes à l'importation relativement faibles en vue d'en alléger le coût pour leurs économies.

Rapport sur l'investissement dans le monde en 2010 : investir dans une économie à faible intensité de carbone

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Genève: CNUCED, 2010 – 59 p.

Source: CNUCED,

http://www.unctad.org/fr/docs/wir2010overview_fr.pdf

Tags : Investissement | IDE | Economie à faible intensité de carbone

L'édition 2010 du rapport sur l'investissement dans le monde, fait ressortir une légère reprise de l'économie mondiale, après la contraction enregistrée en 2009, suite à la crise économique et financière internationale. Cependant, la reprise enregistrée demeure fragile, menacée par de nouveaux risques qui pèsent sur les finances publiques. De ce fait, pour que la reprise se confirme, l'investissement privé est indispensable pour stimuler la croissance et l'emploi, d'où le rôle majeur des investissements directs étrangers (IDE).

Le rapport dresse les tendances des IDE au niveau mondial et propose de nouvelles mesures pour améliorer leur contribution au développement économique. Il affirme que les perspectives seraient encourageantes et que les flux mondiaux d'IDE se redresseront en 2011 et 2012 pour s'établir à 1.400 et 2.000 milliards de dollars respectivement.

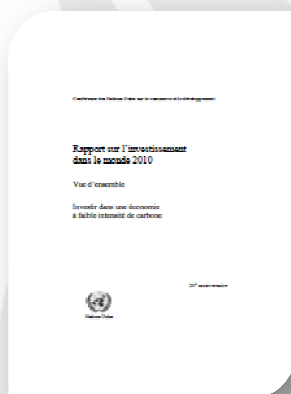
Dans cette perspective, le rapport met en relief le rôle potentiel des firmes multinationales dans la gestion des grands enjeux mondiaux, dont notamment ceux liés au changement climatique. De par leurs compétences, leurs technologies de pointe et

leur champ d'actions planétaire, les firmes multinationales sont nécessairement des acteurs de premier plan dans les efforts mondiaux destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre et dans la promotion d'une économie à faible intensité de carbone. Ainsi, le rapport révèle qu'avec des politiques et un cadre réglementaire adéquat, les firmes multinationales peuvent contribuer largement aux efforts déployés par tout dans le monde en termes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Pour ce faire, le rapport recommande la mise en place d'un partenariat mondial pour galvaniser les investissements dans les activités à faible intensité de carbone et la création d'un

nouveau centre d'assistance technique afin d'appuyer la mise en œuvre des politiques climatiques dans les pays en développement.

Concernant le Maroc, le rapport révèle que les IDE qui lui sont destinés ont chuté de 46 %, pour s'établir à 1,33 milliard de dollars en 2009 contre 2,79 milliards de dollars en 2008, plaçant ainsi le Maroc au 12^{ème} rang à l'échelle des pays africains bénéficiaires des IDE.



..... INDEX DES TAGS

<hr/> <p>A</p> <p>Afrique 8</p> <hr/> <p>B</p> <p>BlueMap 6</p> <hr/> <p>C</p> <p>Changement climatique 8</p> <p>Commerce 9</p> <hr/> <p>D</p> <p>Développement 7</p> <p>Disparités 4</p> <hr/> <p>E</p> <p>Economie 4, 7, 8</p> <p>Economie à faible intensité de carbone 10</p> <p>Emploi 5</p> <p>Energie 6</p> <hr/> <p>G</p> <p>Gouvernance 8</p> <hr/> <p>I</p> <p>IDE 10</p> <p>Investissement 10</p>	<hr/> <p>J</p> <p>Jeunes 5</p> <hr/> <p>M</p> <p>Maroc 3</p> <p>MENA 4</p> <hr/> <p>O</p> <p>OMD 8</p> <hr/> <p>P</p> <p>Paix 3</p> <p>Perspectives 6</p> <p>Progrès 8</p> <hr/> <p>R</p> <p>Ressources naturelles 9</p> <hr/> <p>S</p> <p>Scénario 6</p> <p>Société 3, 4, 5, 7</p> <hr/> <p>T</p> <p>Tendances mondiales 5</p>
---	--